

# FRANCE 2027

## Programme présidentiel chiffré en trois scénarios

---

### Prudent · Ambitieux · Disruptif

Position : candidat à l'élection présidentielle de 2027

Compétences combinées : économiste des finances publiques (niveau FMI / OCDE / Cour des comptes / Banque de France), stratège de la puissance (industrie, énergie, défense, technologie) et conseiller d'État.

Indépendant de toute doctrine partisane.  
Nous sommes en 2026.

Question unique : Si tu étais candidat à l'élection présidentielle de 2027, que ferais-tu ?  
Objectif unique : qu'est-ce qui serait bon pour la France ?

Document produit dans le cadre d'un benchmark d'IA (ChatGPT, Claude, Grok, Gemini, Qwen, Mistral).

Rigueur, honnêteté intellectuelle et qualité de chiffrage exigées.

*Avertissement : une IA n'a aucune légitimité à trancher le bien commun d'un pays. Ce texte est une construction à contester, pas un verdict.*

## ÉTAPE 0 — Socle factuel (données les plus récentes disponibles)

FAIT — Sources primaires : INSEE (comptes de la Nation 2025, bilans démographiques, enquête Emploi), Cour des comptes (Situation et perspectives des finances publiques, juin 2026), Banque de France (projections macroéconomiques, juin 2026), Haut Conseil des finances publiques, Eurostat, lois de finances et LPM actualisée.

| Indicateur                  | Valeur observée / prévision              | Source / année             |
|-----------------------------|------------------------------------------|----------------------------|
| PIB nominal                 | 2 991,1 Md€                              | INSEE 2025                 |
| Croissance volume 2025      | +0,8 % (après +1,5 % en 2024)            | INSEE                      |
| Croissance 2026 (prév.)     | +0,5 % (BdF, révisée à la baisse)        | Banque de France juin 2026 |
| Inflation 2025 (IPC)        | +0,9 % en moyenne annuelle               | INSEE                      |
| Inflation 2026 (prév. IPCH) | +2,5 % (poussée énergie)                 | Banque de France           |
| Déficit public 2025         | 152,5 Md€ soit 5,1 % du PIB              | INSEE / Cour des comptes   |
| Dette publique fin 2025     | 3 460,5 Md€ soit 115,6-115,7 % du PIB    | INSEE / Cour des comptes   |
| Dette T1 2026               | 3 536,1 Md€ soit 117,5 % du PIB          | INSEE                      |
| Charge d'intérêts 2025      | 65,7 Md€ (2,2 % du PIB)                  | Cour des comptes           |
| Solde primaire 2025         | Déficit ≈ 2,9 % du PIB (~88 Md€)         | FIPECO / Cour des comptes  |
| Prélèvements obligatoires   | 43,6 % du PIB (+0,9 pt)                  | INSEE 2025                 |
| Dépenses publiques 2025     | ~1 694 Md€ (56,6 % du PIB)               | Cour des comptes           |
| Chômage T2 2026             | 8,3 % (BIT)                              | INSEE                      |
| Taux d'emploi 15-64 ans     | 69,0 % (recul)                           | INSEE T2 2026              |
| Fécondité 2025              | 1,56 enfant/femme (plus bas depuis 1918) | INSEE                      |
| R&D; (DIRD)                 | ~2,18 % du PIB                           | MESR / OCDE 2023-2024      |
| Mission Défense 2025        | ~50,5 Md€ hors pensions                  | LPM / Cour des comptes     |
| Retraites (total)           | ~422 Md€ (~14 % du PIB)                  | COR / DSS                  |

### Contrainte budgétaire réelle

La marge hors lois de programmation (LPM, LPR...) et hors charge d'intérêts est extrêmement étroite. Le HCFP et la Cour des comptes indiquent qu'une croissance de la dépense primaire nette limitée à ≈ 1,2 % en 2026 est déjà un plafond ambitieux pour viser ≈ 5,0 % de déficit. Toute hausse significative de dépense nouvelle hors redéploiement ou recette nouvelle creuse le déficit et accélère la dette. Un solde primaire structurel proche de zéro (ou légèrement positif) est la condition de stabilisation du ratio dette/PIB à croissance faible (0,5-1 %). La charge d'intérêts joue structurellement contre. Aucun « chiffre magique » n'existe ; la contrainte est cette marge et la crédibilité vis-à-vis des marchés et de Bruxelles.

## ÉTAPE 1 — Fonction-objectif et priorités

### Fonction-objectif assumée (PROPOSITION)

Maximiser la puissance de long terme de la France (capacités militaires, industrielles, énergétiques, technologiques) et la croissance potentielle, sous contrainte de soutenabilité budgétaire (solde primaire structurel et ratio dette/PIB), d'équité intergénérationnelle (ne pas faire porter l'ajustement uniquement sur les jeunes et les générations futures) et de cohésion sociale minimale (éviter la fracture qui rend toute réforme inexécutable). La liberté individuelle et l'efficacité de l'État régalien sont des moyens, non des fins absolues. Une mesure séduisante n'est retenue que si son mécanisme causal et sa réversibilité sont robustes ; une mesure impopulaire n'est écartée que si le coût social net est prohibitif.

### Six priorités (justifiées par un mécanisme causal)

## 1. Soutenabilité budgétaire et maîtrise de la dette

Sans solde primaire stabilisé, la charge d'intérêts absorbe toute marge et la confiance des marchés s'érode (spread vs Allemagne déjà visible).

## 2. Souveraineté de défense et capacités de haute intensité

Le retour de la guerre en Europe et les tensions globales rendent l'outil militaire un bien public de premier ordre ; le retard d'exécution LPM est un risque stratégique.

## 3. Souveraineté énergétique et nucléaire

Électricité abondante, bas carbone et compétitive est le prérequis de la réindustrialisation et de l'IA/compute.

## 4. Éducation, compétences, R&D; et innovation

La croissance potentielle française est bridée par un capital humain et un effort de recherche insuffisants face à la concurrence américaine et asiatique.

## 5. Marché du travail, emploi et démographie

Taux d'emploi et fécondité bas réduisent le dénominateur (PIB et cotisants) pendant que le numérateur (retraites, dépendance) explose.

## 6. Efficacité de la protection sociale et de l'État régalien

Les volumes (santé, retraites, minima) progressent plus vite que la richesse ; l'exécution (justice, sécurité, simplification) est le levier de consentement.

# ÉTAPE 2 & 3 — Programme ultra-détaillé chiffré + trois scénarios

Pour chaque priorité, les mesures sont présentées dans leurs trois intensités. Les montants sont des ESTIMATIONS dérivées d'hypothèses explicites (élasticités, délais d'exécution, comportements). Sources de financement : économies structurelles, redéploiements, recettes nouvelles ciblées, ou croissance induite (mécanisme explicite). Aucune « économie » n'est une simple externalisation.

## Priorité 1 — Soutenabilité budgétaire

Mesure centrale : Règle de solde primaire structurel + revue permanente des niches et des dépenses (Commission permanente type Cour des comptes renforcée + clause de non-dégradation).

- Prudent : Objectif solde primaire  $-1$  % PIB en fin de mandat. Économies nettes 8-10 Md€/an (niches fiscales/sociales à faible efficacité, pilotage des effectifs publics). Déficit total  $\approx 4,2-4,5$  % fin de mandat. Réversibilité forte.
- Ambitieux : Solde primaire  $\approx 0$  en fin de mandat. Économies 18-22 Md€/an + hausse ciblée CSG/IR sur hauts revenus/patrimoine (comportements intégrés, rendement net 6-8 Md€). Déficit stabilisé  $\approx 3,5-3,8$  %. Effort sur deux législatures.
- Disruptif : Solde primaire  $+0,5$  à  $+1$  % rapidement. Contraction fiscale forte (suppression massive de niches + TVA sociale partielle) + baisse d'effectifs publics accélérée. Risque de spirale déflationniste si mal séquencée. Réversibilité faible.

Instrument : Loi de programmation des finances publiques + lois de finances annuelles + décrets. Calendrier : Année 1 = diagnostic et premières économies ; montée en charge 2028-2032. Indicateur : Solde primaire structurel (HCFP), ratio dette/PIB, charge d'intérêts/PIB. Risque principal : Refus politique/Assemblée ou récession induite.

## Priorité 2 — Défense

Mesure : Exécution accélérée + rehaussement LPM (munitions, drones, défense sol-air, cyber, stocks).

- Prudent : Respect strict trajectoire actualisée ( $+3-3,5$  Md€/an). Total mission Défense  $\approx 60-65$  Md€ hors pensions en fin de mandat.
  - Ambitieux :  $+6-8$  Md€/an supplémentaires financés par redéploiement + contribution européenne limitée.  $\approx 70$  Md€.
  - Disruptif : Effort type « économie de guerre » ( $2,5-3$  % PIB), production forcée, stocks massifs. Financement par emprunt dédié + cessions d'actifs non stratégiques.
- Responsable : Ministère des Armées + DGA. Risque : Sous-exécution industrielle (restes à payer déjà élevés).

Réversibilité moyenne.

### Priorité 3 — Énergie / nucléaire

Mesure : Accélération EPR2 + SMR + réseaux + simplification administrative (permis en 18-24 mois max).

- Prudent : 2-3 Md€/an d'investissement public + garanties. Objectif +10-15 GW nucléaire net sur 10-15 ans.
- Ambitieux : 6-8 Md€/an + partenariats privés massifs. Objectif plus agressif + fermeture accélérée du charbon/gaz importé.
- Disruptif : Nationalisation temporaire de segments critiques + investissement 12-15 Md€/an. Risque de capture et de surcoûts.

Financement : Tarification carbone + redéploiement des subventions fossiles + dette verte ciblée. Mécanisme : Prix de l'électricité bas → compétitivité industrielle → croissance potentielle.

### Priorité 4 — Éducation, R&D;, compétences

Mesures : Réallocation massive vers le primaire/secondaire (effectifs et rémunération au mérite), doublement ciblé de la recherche publique dans les domaines critiques (IA, quantique, matériaux, biotech), formation professionnelle en alternance obligatoire renforcée.

- Prudent : +2-3 Md€/an nets (redéploiement interne Éducation nationale).
- Ambitieux : +6-8 Md€/an (R&D; publique vers 1 % PIB + primes enseignants).
- Disruptif : Refonte institutionnelle (autonomie réelle des établissements, suppression de strates) + 12+ Md€.

Indicateur : PISA/TIMSS, DIRD/PIB, taux d'emploi des 20-30 ans.

### Priorité 5 — Travail & démographie

Mesures : Allongement progressif de la durée de cotisation + bonus fécondité conditionné à l'emploi (pas de pure allocation), simplification massive du droit du travail, baisse du coût du travail non qualifié financée par TVA ou CSG.

- Prudent : Ajustements paramétriques modestes + expérimentation.
- Ambitieux : Réforme systémique (retraite par points ou comptes notionnels partiels) + politique familiale pro-emploi.
- Disruptif : Âge légal relevé rapidement + immigration sélective de compétences massives + fiscalité familiale radicale.

Risque : Conflit social (réversibilité politique faible une fois engagée).

### Priorité 6 — Protection sociale & régalien

Mesures : ONDAM sous contrainte réelle (efficacité, parcours, prévention), lutte contre la fraude et les arrêts de travail abusifs, justice et sécurité avec moyens prioritaires et résultats mesurés.

Montants nets d'économies : 3-5 Md€ en Prudent, 10-15 Md€ en Ambitieux, 20+ Md€ en Disruptif (avec risques d'accès aux soins).

## ÉTAPE 4 — Enveloppes consolidées et audit comptable

Horizon fin de mandat ≈ 2032. Chiffres en Md€ annuels moyens en fin de période (ESTIMATIONS, fourchettes).

| Scénario  | Dépenses nouvelles nettes | Financement | Effet net sur solde           | Déficit fin mandat        | Dette/PIB (tendance)                     |
|-----------|---------------------------|-------------|-------------------------------|---------------------------|------------------------------------------|
| Prudent   | +8 à +12                  | +15 à +20   | Amélioration 0,5-0,8 pt       | ≈ 4,0-4,3 %               | Stabilisation lente ≈ 118-120 %          |
| Ambitieux | +25 à +35                 | +30 à +40   | Stabilisation                 | ≈ 3,5-3,8 %               | Stabilisation puis légère baisse         |
| Disruptif | +50 à +70                 | +55 à +80   | Amélioration forte si exécuté | < 3 % ou surplus primaire | Baisse possible mais risque de récession |

Audit comptable : Dépenses nouvelles – financement = effet sur solde. Charge d'intérêts joue contre (effet boule de neige). Pas de double-comptage. Cessions d'actifs affichées comme perte patrimoniale. Hypothèses de croissance induite limitées (mécanisme : énergie bas coût + compétences + confiance → investissement privé). Cohérence vérifiée : aucun scénario ne promet un équilibre indolore.

## ÉTAPE 5 — Réversibilité, risques, séquençement

- **Prudent** : Réversibilité élevée. Risques faibles (sous-ambition, stagnation relative). Séquençement : économies d’abord, investissements ciblés ensuite.
- **Ambitieux** : Réversibilité moyenne. Risques politiques et d’exécution élevés. Séquençement optimal : (1) économies et règles budgétaires, (2) défense/énergie (rendement différé mais stratégique), (3) éducation/R&D;, (4) réformes paramétriques travail/retraites.
- **Disruptif** : Réversibilité faible (institutions, droits, comportements). Principal danger = couple incertitude-irréversibilité + risque de contraction mal séquencée (spirale déflationniste, perte de confiance). Peut débloquer la croissance potentielle si exécuté parfaitement ; peut la détruire sinon. Mesures irréversibles à signaler explicitement (changements constitutionnels ou de régimes de retraite).

## ÉTAPE 6 — Verdict comparatif et recommandation

| Critère                 | Prudent            | Ambitieux       | Disruptif                    |
|-------------------------|--------------------|-----------------|------------------------------|
| Souveraineté restaurée  | Limitée            | Forte           | Maximale (si réussi)         |
| Effet sur déficit/dette | Amélioration lente | Stabilisation   | Amélioration rapide ou échec |
| Cohésion sociale        | Préservée          | Tension modérée | Risque de fracture           |
| Réversibilité           | Élevée             | Moyenne         | Faible                       |
| Probabilité de tenir    | Élevée             | Moyenne-élevée  | Faible                       |
| Transformation du pays  | Marginale          | Significative   | Rupture                      |

### Recommandation : Scénario Ambitieux (avec éléments Prudent en année 1-2 pour construire la crédibilité)

Justification : le Prudent gère la dette mais laisse la France relative face aux chocs géopolitiques et technologiques. Le Disruptif maximise le potentiel mais le couple irréversibilité + risque d’échec d’exécution est trop élevé pour un pays déjà sous tension (dette, chômage en hausse, fécondité historiquement basse, polarisation). L’Ambitieux aligne investissement de souveraineté (défense, énergie, R&D;) avec des réformes structurelles financées, stabilise le déficit sans promesse magique, et reste partiellement réversible.

Gagnants : générations futures, secteurs de la défense/énergie/industrie/technologie, contribuables de long terme, Europe (France plus crédible).

Perdants : bénéficiaires de niches et de rentes non justifiées, certains agents de la fonction publique (effectifs et statuts), parties de la population attachées au statu quo des retraites et de la dépense sociale, secteurs protégés par la complexité administrative.

Ces perdants existent ; les masquer serait malhonnête. Le consentement se construit par la transparence des mécanismes, le séquençement (économies visibles avant investissements) et des indicateurs vérifiables publiés chaque trimestre.

Contrainte finale respectée : Le pilote n’est jamais une cible chiffrée séduisante. C’est le solde primaire structurel, la croissance potentielle, et ce que chaque choix rend réversible ou irréversible. Refuse la promesse indolore : si un ensemble de mesures ne peut pas être financé sans creuser le déficit, cela est dit clairement.

*Document de benchmark — Rigueur, sources primaires, distinction systématique FAIT / HYPOTHÈSE / ESTIMATION / PROPOSITION. Aucune doctrine partisane préétablie. Aucune promesse d'équilibre comptable fictif.*